

# Un monde d'intolérances

«Pew Forum on Religion & Public Life», un organisme non gouvernemental d'études et de recherches sur la religion et les affaires publiques, installé à Washington, vient de rendre public son rapport «Global restrictions on religion» (\*).

Pour l'instant, et plus d'un demi-siècle après que l'Organisation des Nations unies et de nombreuses organisations internationales aient confirmé le principe de la liberté de croyance, cette ONG fournit le seul instrument de mesure quantitative des atteintes aux croyances et pratiques religieuses dans le monde, commises par des gouvernements ou des acteurs privés.

Le constat est dur et semble indiquer que notre terre n'est pas le meilleur endroit pour vivre pleinement sa foi : 64 nations — environ un tiers des pays — ont édicté des restrictions «élevées» ou «très élevées» sur la pratique religieuse. Ceci peut être traduit par un autre paramètre indiquant que près de 70 % des 6,8 milliards de personnes vivent dans des pays érigés de «hautes restrictions» dont le poids pèse souvent lourd sur les minorités religieuses.

Dans 75 pays (38%), par exemple, les gouvernements nationaux ou locaux restreignent les efforts des groupes religieux ou des particuliers pour persuader les autres à se joindre à leur foi. Dans 178 pays (90%), les groupes religieux doivent s'enregistrer auprès des autorités à des fins diverses. Des tensions entre groupes religieux ont été signalées dans la grande majorité (87 %) des pays pendant la période étudiée (de la mi-2006 jusqu'à la mi-2008). Dans 126 pays (64%),

ces hostilités comportaient de la violence physique. Dans 49 pays (25%), les particuliers ou les groupes armés ont eu recours à la force pour contraindre au respect des normes religieuses.

Religion et terrorisme réunis ont, par ailleurs, fait des victimes dans 17 pays, soit près d'un sur dix (9 %).

Ce sont là quelques-unes des principales conclusions de l'étude qui couvre 198 pays représentant plus de 99,5% de la population de la planète.

La palme d'or des actes «hostiles perpétrés par des particuliers, des organisations et groupes sociaux» est accordée à des pays comme l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'Iran. Etats et sociétés s'accordent ici sur le fait répressif. On dira, dans ce cas, que l'Indice d'hostilité sociale (SGI) est élevé.

Il ne faut surtout pas en conclure que les politiques gouvernementales et les hostilités sociales vont toujours de pair : le Vietnam et la Chine, par exemple, imposent des restrictions budgétaires élevées sur la pratique religieuse, mais se situent dans la gamme «moyenne ou faible» quand il s'agit d'hostilité sociale. Ici les sociétés sont plus tolérantes et permissives que les Etats. On dira alors que l'Indice de restrictions gouvernementales (GRI) est élevé.

Le Nigeria et le Bangladesh connaissent une troisième variante du tandem Etat-société, avec un niveau élevé d'hostilité sociale et une action gouvernementale «modérée».

«Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord enregistrent les plus fortes restrictions gouvernementales et sociales sur la religion, tandis que les Amériques sont

la région la moins restrictive. Parmi les 25 pays les plus peuplés, l'Iran, l'Egypte, l'Indonésie, le Pakistan et l'Inde apparaissent comme ceux enregistrant le plus grand nombre de restrictions lorsque les deux mesures sont prises en compte, tandis que le Brésil, le Japon, les Etats-Unis, l'Italie, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni en enregistrent le moins».

L'Indice de restrictions gouvernementales (GRI) évalue si les gouvernements — y compris au niveau local ou provincial — enfreignent les pratiques ou croyances religieuses : ils tentent de contrôler les groupes religieux ou les particuliers, interdisent les conversions d'une foi à l'autre, limitent la prédication et le prosélytisme, entravent l'appartenance religieuse par des moyens comme les autorisations préalables et les amendes.

Une analyse des données montre que les restrictions gouvernementales sur la pratique religieuse sont «élevées» ou «très élevées» dans 43 pays, environ un sur cinq. Mais parce que beaucoup d'entre eux sont des pays très peuplés (dont la Chine, l'Inde et le Pakistan), plus de la moitié (57%) de la population mondiale vit avec des restrictions gouvernementales élevées ou très élevées sur la religion. Un nombre beaucoup plus important de pays — 119 — ont un faible niveau de restrictions gouvernementales mais sont beaucoup moins peuplés (environ un habitant sur quatre, 26%, vit dans ces pays).

La police de l'Erythrée, par exemple, a détenu quelques adeptes d'églises non enregistrées et les obligea à renoncer à leur foi et à adhérer à l'Eglise chrétienne

orthodoxe afin de regagner leur liberté. En Birmanie (Myanmar), le gouvernement a activement incité les musulmans et les chrétiens à se convertir au bouddhisme.

Parmi les autres pays connaissant des niveaux très élevés de restrictions gouvernementales, plusieurs sont fréquemment cités pour les limites qu'ils imposent aux religions minoritaires. Il s'agit notamment de l'Arabie saoudite et de l'Iran ; la Chine est également classée dans la même catégorie principalement en raison de ses restrictions sur le bouddhisme au Tibet, son interdiction du mouvement Falun Gong dans le pays, ses contrôles sur les musulmans ouïgours et sa pression sur les groupes religieux qui ne sont pas enregistrés, y compris les chrétiens appartenant aux églises privées.

La liste des pays à «restrictions élevées» comprend aussi la Turquie et Israël.

L'Indice d'hostilité sociale (SHI) indique l'intensité des restrictions sur la religion émanant non seulement des gouvernements, mais aussi d'actes de violence et d'intimidation commis par des particuliers, des organisations ou des groupes sociaux.

L'indice est basé sur 13 questions utilisées pour mesurer les hostilités à la fois entre et au sein des groupes religieux, la violence sectaire, les crimes motivés par la haine religieuse, les conflits physiques qui entourent les conversions, le harcèlement pour des raisons religieuses, l'intimidation et la violence, y compris le terrorisme et la guerre.

Une analyse des données montre que près de la moitié des personnes dans le monde (46%) vit dans les 41

pays où les niveaux d'émeutes religieuses dans la société sont «élevés» ou «très élevés».

La liste des pays avec des niveaux d'hostilité sociale très élevés diffère considérablement de la liste de ceux où les gouvernements sont les plus restrictifs. Un seul pays, l'Arabie saoudite, apparaît sur les deux listes, en combinant intolérances sociales et restrictions officielles.

Une certaine tension entre les groupes religieux a été signalée dans la grande majorité des pays (87%). Dans 126 pays (64%), ces tensions ont conduit à des hostilités impliquant des violences physiques, et dans 43 pays (22%) elles ont abouti à de nombreux cas de violence. En effet, dans 22 pays (11%), il y a eu des actes de violence sectaire ou communautaire entre des groupes religieux. En Egypte, par exemple, des Bédouins ont attaqué des moines et des travailleurs sur les terres agricoles d'un monastère copte dans la province d'Al-Minya, en mai 2008; au moins trois chrétiens ont été blessés et plusieurs moines ont été enlevés. L'Egypte occupe un rang élevé dans les hostilités sociales à la pratique religieuse d'autrui.

On retrouve parfois cette intolérance au sein d'une même religion. En Indonésie, par exemple, l'animosité publique la plus marquée vise la communauté minoritaire Ahmadiyya. Par une fatwa de 2007, le Conseil indonésien des ulémas a déclaré les ahmadis comme des «déviantes et des hérétiques», incitant ainsi les autres groupes musulmans de Java-Ouest à brûler la deuxième plus grande mosquée Ahmadiyya. D'autres mosquées ahmadis ont été vandalisées ou



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

contraintes de fermer par des militants rigoristes ou sectaires.

Au cours de la période couverte par l'étude, les groupes terroristes se réclamant d'une rhétorique religieuse étaient actifs dans près d'un pays sur trois (30%). Ces groupes ont fait des morts et des blessés dans six pays : Afghanistan, Algérie, Inde, Irak, Népal et Pakistan.

En outre, plus de 18 millions de personnes étaient déplacées de leurs foyers par les conflits actuels ou antérieurs liés à un fait religieux. Des millions de personnes restent déplacées de force en raison de conflits armés consommés, comme dans les territoires palestiniens et au Soudan. Des centaines de milliers de personnes étaient toujours collectivement déplacées en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Croatie.

A. B.

(\*) Pew Forum on Religion & Public Life, «Global restrictions on Religion», décembre 2009. Ce rapport est différent de celui du département d'Etat : «The US State Department's 2008 Report on International Religious Freedom» qui présente un caractère officiel.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Léon, si tu nous entends, pardon !

Algérie. Barrages. Selon des chiffres officiels, ils sont remplis aux deux tiers...

... présidentiels !

De toi, je sais peu de choses. En fait je ne sais pas grand-chose, sinon celles que délivrent les encyclopédies. Né à lanovka, en Russie, un 7 novembre 1879. Et décédé le 21 août 1940 à Mexico. Toute ta vie, tu as lutté pour les prolétaires. A ta manière. Celle qui a donné une variante du communisme qui porte d'ailleurs ton nom, le trotskysme. Je n'en suis pas. Je n'en tire pas gloire. Je n'en fais pas non plus un complexe Mais en même temps, je trouve que ta mémoire a été trop souvent malmenée, bousculée, bafouée, voire avilie. On a beau ne pas être proche de toi, ce traitement dont tu as sûrement eu à souffrir dans ta tombe même me révolte. Car dans mon pays aussi ton héritage a subi les affres de la mutilation, voire plus grave, celles du révisionnisme et de la profanation. C'est pour cela, et parce que aussi je ne suis pas de tiens, que les excuses que je te présente aujourd'hui humblement ne peuvent être mises sur le compte d'un acte militant. Non ! Il s'agit juste d'humanité. De cette humanité qui doit empêcher que l'œuvre d'un homme aujourd'hui décé-

dé ne soit travestie, détournée, pervertie et ridiculisée. Que tu aies eu raison ou tort, tu avais des idées, et tu les as défendues jusqu'au bout de l'exil et de la mort commandée, horrible. Qu'elle soit bonne ou mauvaise, ton inspiration qui t'a fait créer en 1938 la 4<sup>e</sup> Internationale ne peut pas servir à tort et à travers de devanture à n'importe quel bonimenteur politique qui s'en réclamerait pour, au final, vendre aux gogos une autre marchandise. Non ! Les morts, célèbres ou pas méritent le respect. Ils ont droit aussi et surtout au repos éternel, fussent-ils les chantres d'un matérialisme ne faisant pas très bon voisinage avec le concept de la vie dans l'au-delà. C'est pour toutes ces raisons, mon Léon, que je t'implore d'accepter mes excuses pour tout le mal qui t'est fait aujourd'hui. Pour ces crasses noires qui s'écrivent en ton nom et qui se revendiquent de ton parcours. Pardon Léon pour ce tourment que les hommes, partout dans le monde, t'infligent. Et qu'une femme te fait plus particulièrement subir et endurer ici même, en Algérie. Je fume du thé à ta mémoire torturée et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

[www.tacervellesarrete.blogspot.com](http://www.tacervellesarrete.blogspot.com)